

**LES BRICS : QUI ? COMMENT ?**  
**EST-CE AUTRE CHOSE QU'UN ECRAN DE FUMEE ?**

**Benjamin MUSSET**  
**Jessica SOME**

**Sommaire :**

**I- Les BRICS, une création ex-nihilo**

**II- Les BRICS et la mondialisation, atouts et faiblesses**

**III- Les BRICS, témoins d'un nouveau paradigme des relations internationales ?**

*Note : Les variances dans l'orthographe du terme BRICS sont volontaires. Non seulement parce que des sous-groupes et distinctions existent au sein de cette union, mais aussi, parce que, précisément, la pluralité des écritures du mot (BRIC, BRICS, BRIC's) souligne déjà à elle seule la diversité qui se cache derrière cette appellation.*



**Les Yeux du Monde.fr**

## Introduction

Il est désormais commun d'utiliser le terme « BRICS » afin de désigner les grands émergents du début du XXI<sup>ème</sup> siècle. Brésil, Russie, Inde, Chine puis Afrique du Sud constituent en effet de nouvelles puissances économiques indéniables. Une brève mise en perspective de l'histoire récente des pays membres des BRICS permet de rendre compte des points communs justifiant cet acronyme. L'ensemble de ces pays se caractérise en fait par une double révolution, politique et économique. Si elle intervient sur des périodes différentes, à des rythmes distincts et selon des modalités propres, elle va à chaque fois dans le sens d'une ouverture au monde et d'une libéralisation - progressive et souvent relative - du secteur productif et de la vie politique. L'apparition des BRICS est le fruit de l'évolution du contexte géopolitique post Guerre Froide et du développement de la mondialisation, ces deux éléments favorisant l'émergence de nouveaux pôles mondiaux. Résultant parfois d'une chute de régime (URSS pour la Russie, fin de l'apartheid pour l'Afrique du Sud, maoïsme en Chine), cette évolution est dans tous les cas imposée par le haut, sous la férule de pouvoirs volontaristes voire autoritaires (Getulio Vargas au Brésil, Eltsine puis surtout Poutine en Russie ou encore Deng Xiaoping en Chine).

Malgré de nombreuses ressemblances et un engouement généralisé des analystes politiques et économiques, de nombreuses divergences structurelles apparaissent entre ces pays. Confirmées par le ralentissement économique et les crises sociales qui les ont secoués en 2013, ces divergences relativisent l'idée d'un groupe homogène dont le seul objectif serait de contrer l'Occident. Si leur existence et poids géoéconomiques sont réels, leur consistance géopolitique et géostratégique est variable. L'objectif de ce dossier est d'analyser la pertinence du concept afin d'estimer si ce nouveau groupe est un acteur réel et durable au sein des relations internationales ou bien un simple écran de fumée.

### Les BRICS, une création ex-nihilo

#### *Une définition initialement économique*

Saisir la complexité de l'ensemble « BRICS » requiert de s'intéresser au contexte de sa création. Lorsque Jim O'Neill développe pour la première fois la notion de BRICS (qu'il écrit d'ailleurs significativement BRICs) au début des années 2000, il travaille à la City en tant que chef de la recherche économique chez Goldman Sachs. L'ensemble de ses publications sur les BRICs cherche à attirer l'attention des investisseurs sur les potentialités

futures des États concernés. O'Neill les décrits en tant que pays-continent disposant de nombreux et puissants atouts :

- Une structure démographique dense et dynamique (moins vrai pour la Russie) qui constitue une source de main d'œuvre importante autant qu'un marché en expansion,
- Des ressources naturelles abondantes (hydrocarbures, minerais, terres arables),
- Des secteurs manufacturiers en voie de diversification et montant en gamme sous l'impulsion de quelques fleurons (armement en Russie, agro-alimentaire au Brésil, informatique et pharmacie en Inde).

Le tout s'inscrit dans une dynamique d'ouverture et d'intégration au jeu commercial mondial, qui passe autant par le développement de l'éducation et de la recherche que par des mesures en faveur des exportations et du tissu entrepreneurial. Prenant acte de ces évolutions, les économistes prévoient que d'ici à la moitié du XXI<sup>ème</sup> siècle ce groupe de pays dépassera, en termes d'habitants autant que de PIB, le groupe que forme le G8. L'on comprend dès lors le glissement rapidement effectué, qui de la sphère économique fait planer l'ombre des BRICS sur le devant de la scène politique mondiale.

Cependant, le principal danger est précisément celui de développer une conception fantasmée des BRICS, qui serait le résultat d'une extrapolation et d'une mauvaise interprétation de ces nombreux rapports économiques : ces écrits sont le fait d'experts économistes et sont destinés à guider et orienter les investisseurs dans leur choix, notamment à long terme. Si le phénomène BRICS tend aujourd'hui à s'institutionnaliser sous le coup d'un effet performatif, la création de l'acronyme au début des années 2000 n'avait pour seule prétention que de souligner la convergence de trajectoires économiques de pays qui restaient - et restent encore - très différents sur les plans politiques, sociétaux et culturels. De fait, il serait erroné de prendre pour une réalité homogène et effective une association qui n'a, initialement, de cohérence et de légitimité qu'au sein de la sphère économique. De la même manière, suivant les thèses de Zaki Laïdi, la réalité que recouvrent les BRICS ne saurait être assimilée à celle des pays émergents. La définition des BRICS tendrait au contraire à troubler l'identité spécifique des émergents en ce qu'elle paraît réductrice, puisque des pays comme le Mexique, la Turquie ou l'Indonésie en sont exclus. Laïdi suggère ainsi que les BRICS représentent une sorte « d'aristocratie émergente » : un regroupement de

puissances régionales ayant des ambitions au plan global.

Ainsi, plus qu'à un groupement unifié, l'assimilation faite entre les pays appartenant au groupe BRICS correspond à une tendance partagée, à une dynamique commune qui revêt des visages différents selon les atouts (climat, ressources naturelles, infrastructures préexistantes) et héritages culturels (importance de la religion, idéologie dominante, opposition littoral/arrière-pays).

#### *Un groupe qui s'institutionnalise*

Il n'en reste pas moins que les BRICS constituent désormais un groupe d'acteurs majeur capable d'exercer une influence structurante dans un contexte mondial nouveau. Ils participent en ce sens de la multipolarité croissante du monde. Dans ce groupe évolutif, en témoigne l'arrivée en 2011 de l'Afrique du Sud ajoutant le « S » du groupe initial, la souveraineté constitue un élément central, au dessus de la question de la nature politique des régimes. Il en résulte un regroupement hétéroclite, tant en termes de puissance économique, politique qu'en degré de démocratisation, se démarquant ainsi des grands regroupements régionaux ou internationaux. Très vite, le groupe BRIC/BRICS s'institutionnalise avec l'idée de « coopérer entre hégémons régionaux pour mutualiser leurs atouts dans le cadre des différents forums de négociations multilatérales ». Ainsi, lors du sommet de l'OMC à Cancun en 2003, les convergences politiques apparaissent : l'Inde, la Chine et le Brésil forment une coalition afin d'empêcher la conclusion d'un accord relatif aux subventions agricoles. Si chaque pays y trouvait un intérêt différent, le résultat fut d'indiquer aux occidentaux l'évolution à venir de la gouvernance mondiale.

Ces divergences d'intérêts ont empêché les BRICS de définir un agenda commun et de s'institutionnaliser rapidement, comme ce fut le cas pour l'IBAS. Néanmoins, la crise économique de 2007-2008 a confirmé leur place comme élément essentiel du système international, accélérant ainsi leur institutionnalisation. Leur croissance économique a en effet permis une récession de moins grande ampleur. Le premier sommet BRIC a ainsi eu lieu en 2009 en Russie puis, un pas en avant est fait en 2011 avec la Déclaration de Sanya définissant les objectifs du groupe. En 2013, le sommet de Durban poursuit cette dynamique puisqu'il est le moment d'une réaffirmation des intentions du groupe BRICS, désormais résolument tourné vers une institutionnalisation plus poussée.

Regroupant 45% de la population mondiale, un quart de la richesse produite et les deux tiers de la

croissance en 2012, les BRICS possèdent 4000 milliards de réserves de changes, soit deux fois le PIB de la France. L'idée a ainsi germé de créer une banque afin de financer leurs besoins en infrastructures, préalable à tout développement durable. Chaque Etat s'est ainsi engagé à fournir 10 milliards de dollars afin de doter la banque de 50 milliards de dollars initiaux, l'objectif étant à plus long terme de contrebalancer le poids d'institutions comme la Banque Mondiale, trop dominées par les pays occidentaux. Ce projet de « banque des Sud », rappelant le projet déjà lancé par H. Chavez (Banco del Sur) dans une logique d'intégration et d'émancipation de l'espace sud-américain, devrait faire face à de nombreux défis. Les capacités et les besoins des émergents sont si différents que cela ne manquera pas d'en entraver la mise en œuvre. Si la Chine possède de nombreuses réserves de changes, l'Afrique du Sud ou encore l'Inde auront du mal à contribuer au fonds alors que le contrôle des prêts risque de poser des problèmes en Russie. La Banque devra par ailleurs obtenir un triple A afin de pouvoir effectivement concurrencer les prêts octroyés par les institutions de Bretton Woods. Ainsi ce projet, s'il constitue à n'en pas douter un pas de plus vers dans l'institutionnalisation des BRICS et la constitution d'un réel bloc du sud, il semble pour le moment se cantonner à une ébauche de projet commun organisé autour d'une rhétorique anti-occidentale cachant mal la faible cohésion politique et les importantes divergences entre les émergents. L'enjeu est désormais de dépasser les partenariats économiques et les déclarations afin d'arriver à la constitution d'un bloc stratégique à même d'influencer les décisions de politiques internationales.

#### *L'institutionnalisation, oui mais...*

Derrière la solidarité de façade et les grands discours, l'unité demeure fragile. La Chine et l'Inde sont toujours des rivaux notables, la Russie craint les visées chinoises, le Brésil sa politique monétaire, tandis que l'Afrique du Sud tente de concilier son appartenance au BRICS avec l'impopularité des investisseurs chinois à l'échelle régionale, où elle essaye tant bien que mal de se positionner comme une puissance. Si des convergences existent donc bien et connaissent une institutionnalisation croissante, nombreux sont les sujets sur lesquels les membres du BRICS s'opposent et s'affrontent. Début 2014, au moment du bilan de l'année écoulée, la presse et les autorités brésiliennes s'alarmaient ainsi de la place croissante prise par les produits chinois dans l'économie nationale. Plus généralement, la Chine aime à montrer sa supériorité et est régulièrement accusée par le reste des BRICS de déclinier une coopération

à géométrie variable. La seconde puissance mondiale se révèle ainsi très conciliante lorsqu'il s'agit d'importer des matières premières (hydrocarbures russes, soja brésilien, charbon et métaux sud-africains), beaucoup moins quand les importations concernent des produits transformés et manufacturés qui sont précisément ceux que la Chine produit et exporte le plus. De fait, des trajectoires économiques convergentes ne sont pas nécessairement gages d'échanges harmonieux. Bien au contraire, après avoir développé un tissu industriel fondé sur l'exploitation de ressources naturelles ou la production de biens à faible valeur ajoutée, l'heure est maintenant à la montée en gamme, à la transformation des ressources et à l'exportation sur l'ensemble des marchés mondiaux. Si des complémentarités existent - agro-alimentaire pour le Brésil, métaux et minéraux pour l'Afrique du Sud, industrie pharmaceutique pour l'Inde -, des secteurs, l'automobile par exemple, se trouvent être les théâtres d'âpres concurrences ; le tout dans le contexte actuel de stagnation économique des pays développés qui limite les possibilités de débouchés. L'absence de réelle cohésion ou de vision stratégique globale s'illustre aussi au sein des institutions internationales. Lors de la désignation d'un nouveau Directeur général du FMI, alors qu'un candidat « des pays émergents » (mexicain) se présentait, la Chine et le Brésil ne l'ont pas soutenu, du fait de considérations nationales. Une compétition existe entre ces pays, et s'ils dénoncent collectivement l'Occident, ils se divisent lorsqu'ils peuvent y tirer un intérêt national particulier. La nomination d'un occidental à la tête du FMI a ainsi permis à la Chine, qui l'a soutenu, d'obtenir une augmentation rapide de ses droits de vote.

Les BRICS se caractérisent donc par ce délicat mélange de convergences et divergences, qui participe de leur rayonnement extérieur autant que de leur faiblesses internes.

### **Les BRICS et la mondialisation, atouts et faiblesses**

Pour ce qui est des convergences, on a déjà souligné le rôle essentiel qu'avait joué la seconde moitié de XX<sup>ème</sup> siècle dans le rattachement de ces pays à l'ordre économique et politique mondial. Sans tomber dans une typologie excessivement simplificatrice, il est possible de distinguer une dynamique commune. Schématiquement, le cheminement débute par une prise en main étatique du secteur économique (Quatre grandes modernisations de Xiaoping, contrôle du Kremlin sur Gazprom) qui après avoir créé un fondement structurel suffisamment solide passe

progressivement la main à l'économie de marché à coups de privatisations et mesures libre-échangistes. Bien souvent cette phase de désengagement de l'État s'accompagne d'une démocratisation de la scène politique qui rentre progressivement dans les mœurs, à l'exception de la Chine et dans une moindre mesure de la Russie. Une modernisation du pays dont le corrélatif est là aussi systématiquement une ouverture au reste du monde. Le Brésil, L'Inde et l'Afrique du Sud font ainsi parti de l'OMC depuis le premier jour, la Chine est devenue le deuxième receveur mondial d'IDE (127 milliards de dollars en 2013) tandis que la Russie est le deuxième exportateur mondial de pétrole. Des intégrations à la mondialisation rendues possibles par une intelligente adaptation des forces vives de chacun des pays, mais dont les actuelles difficultés interrogent quant à l'avenir et à la pérennité des BRICS.

#### *La mise à profit de la vague mondialisée*

Si une part du développement des BRICS passe par un nivellement de l'écart qui les sépare des puissances occidentales, ils ont aussi su aiguiser des atouts originaux adaptés aux exigences et possibilités du monde contemporain. Les pouvoirs publics des BRICS se révèlent ainsi actifs et sensibilisés aux possibilités qui s'offrent à eux. De véritables politiques tournées vers l'étranger ont été mises en place, à l'image du développement des Instituts Confucius qui promeuvent le mandarin, la culture chinoise et sa gastronomie à travers plus de 360 bureaux répartis dans le monde entier. D'un point de vue plus économique, le Brésil joue lui de la fibre lusophone pour tisser des liens avec le continent africain (Angola, Mozambique), en y exportant notamment son savoir-faire industrialo-agricole en matière de canne à sucre. Les possibilités qu'offrent les médias en terme d'image et de prestige sont aussi largement exploités comme en témoignent la place importante qu'ont récemment acquis les BRICS dans l'organisation de grandes compétitions mondiales : Jeux Olympiques de Pékin (2008), Sotchi (2014), Rio (2016) où les Coupes du Monde de football (Brésil en 2014, Russie en 2018). De prestige aussi il est question dans le domaine universitaire : quand les grandes universités américaines voient leur modèle mis à mal notamment par la cherté en contexte de crise ou dévalorisation des diplômes dans un monde de plus en plus digital, les structures indiennes et chinoises voient leur réputation grandir. À cet égard, la récente nomination de Satya Nadella - indien en grande partie formé dans son pays - à la tête de Microsoft constitue un symbole fort.

Les pratiques que permettent les nouvelles technologies d'information et de communication se

déployent à plusieurs échelles et se distinguent surtout par l'importance nouvelle qu'elles donnent aux individus ou communautés (ethnique, religieuse, linguistique...). Ainsi de l'utilisation qui est faite de la diaspora, notamment dans les cas indiens et chinois. Ces deux pays tirent en effet une partie importante de leurs ressources des fonds que nombre de leurs nationaux expatriés leur envoient régulièrement. La diaspora chinoise d'Asie du Sud-Est (Hong-Kong notamment, puis Taïwan, Japon, Singapour...) représente ainsi près de 60% des IDE entrant en Chine annuellement. De la même manière, faute d'emplois décents dans leur pays, nombreux sont les pères ou mères de famille du sous-continent indien à partir travailler dans le Golfe - dans le BTP et les services à la personne notamment -, afin d'envoyer chaque mois la quasi-totalité de leur salaire à leur famille restée en Inde. Autant de pratiques permises et facilitées par les NTIC, et qui témoignent d'un contexte mondialisé où la participation au développement de son pays peut de plus en plus se faire en dehors des frontières de ce dernier, selon des logiques donnant toute leur place à l'initiative individuelle.

#### *Crise des émergents : une remise en cause d'un modèle ?*

Parfaitement intégrés dans la mondialisation économique donc, ces pays n'ont pas été à l'abri des effets de la crise économique mondiale. Si les BRICS ont contribué à limiter l'impact de la crise économique mondiale, ils ont souffert, notamment en 2013, d'un important ralentissement économique et de difficultés financières et monétaires. Les prévisions de croissance du PIB des économies émergentes étaient d'environ 6% et n'ont été que de 4% dans les faits. Si cela est dommageable, ces taux représentent tout de même deux fois ceux prévus pour les pays de l'OCDE (2,2%) ou quatre fois celui de la zone euro (1%). Ce ralentissement, en partie dû à la décision annoncée le 22 mai 2013 par le président de la Réserve Fédérale des Etats Unis de réduire les injections de liquidités sur les marchés, a conduit à une fuite massive des capitaux des BRICS et d'autres émergents (Indonésie, Turquie). Par conséquent, les monnaies des pays concernés ont mécaniquement subi une dévalorisation (-20% pour la roupie ; - 17% pour le réal ; - 13,5% pour le rand entre mai et août 2013). Cela a engendré une élévation des prix à l'importation : or, l'émergence d'une classe moyenne importante dans les pays émergents avait favorisé les exportations vers ces pays. Loin d'être vu comme une nouvelle crise, ce ralentissement au sein des pays émergents est analysé comme un nouveau développement de celle de 2008.

Au-delà des chiffres, l'actuelle période de difficultés prend place dans un temps plus long, au sein duquel trois piliers fondamentaux de la croissance des BRICS apparaissent fortement érodés :

- Ralentissement de la « locomotive chinoise », facteur de croissance essentiel : en passant de 10 à 7% de croissance de son PIB par an, les besoins du pays se sont modifiés (diminution du besoin en matière première et de la sous-traitance) ;
- Diminution des flux de capitaux en provenance des pays développés ;
- Fin du mirage d'une croissance autoentretenu des émergents : il n'y a pas réellement eu de changement de modèle interne grâce à la montée en puissance d'un marché local.

A cela s'ajoutent de nombreux points négatifs, antérieurs à la croissance fulgurante de ces pays ou accentuée par celle-ci tels que les problèmes récurrents de gouvernance et de transparence, les risques de corruption et de nombreuses lourdeurs protectionnistes.

Est-ce à dire que ces événements caractérisent la fin du « miracle » des émergents ? Rien n'est moins sûr. Ces éléments ne laissent en effet pas présager d'un effondrement complet de ces économies, qui sont mieux armées que par le passé pour faire face aux crises. Les réserves de change importantes qu'elles détiennent et leur faible endettement les préservent de scénarii catastrophes. Le risque politique et social demeure néanmoins, plus à même lui de fragiliser les économies (Brésil, Turquie, Thaïlande). Aussi, ce léger recul de croissance ne doit pas occulter le fait que les fondamentaux économiques de ces pays restent bons. La demande interne ne cesse de croître et risque d'être durable : 36 millions de consommateurs au Brésil (sur 200 millions d'habitants), 300-400 millions en Chine, idem en Afrique subsaharienne. De nombreux projets de grande ampleur à moyen terme (Jeux Olympiques en Russie et la Coupe du Monde au Brésil en 2014) et le développement des infrastructures à visée nationale à plus long terme assurent par ailleurs une continuité de l'activité industrielle et économique, ainsi qu'un afflux de capitaux et de transfert technologique. Les BRICS font néanmoins face à un contexte spécifique en ce que la conduite de ces projets doit prendre en compte « tout en même temps ». En effet, la croissance démographique importante engendre une urbanisation accélérée et un besoin croissant en

infrastructures, le tout devant se conjuguer avec une exigence de responsabilité sociale grandissante.

Enfin, il convient d'insister sur la diversité de ces pays face aux crises sociales, politiques et économiques qui les ont récemment secoués. Une typologie effectuée par la banque HSBC permet en ce sens d'insister sur la diversité des facteurs de crise. Se distinguent ainsi :

- Les pays ayant besoin d'ajustements structurels du fait d'une mauvaise gestion : Argentine, Venezuela, Ukraine
- Les pays ayant un déficit courant et une inflation importante chroniques : Brésil, Turquie, Inde, Indonésie, Afrique du sud dans une certaine mesure
- Les pays ayant bénéficié de dévaluation et d'une politique monétaire accommodante : toute l'Asie hors Inde, et Indonésie, nombreux pays d'Amérique latine
- Un cas singulier : la Chine dont l'indice de production manufacturière a fortement diminué (passage sous la barre des 50).

S'il y a bien une crise des pays émergents dont font partie les BRICS, chacune revêt des implications spécifiques du fait de la diversité des causalités.

#### *Un fonds pour défendre les monnaies des BRICS*

Face à l'hémorragie des capitaux, les BRICS ont décidé d'agir : la création d'un fonds destiné à stabiliser leurs taux de change doté de 100 milliards d'euros, essentiellement fournis par la Chine, a été annoncée en amont de l'ouverture du sommet du G20 à Saint-Petersbourg en septembre 2013. Ce fonds constitue une réponse à la solitude à laquelle ces derniers ont dû faire face suite à l'annonce de la Fed sur l'orientation de sa politique monétaire. Néanmoins, fin janvier, aucune modalité de mise en place de ce fonds ne semble avoir été décidée. Le rouble russe atteignait ainsi son plus bas taux historique face à l'euro et le real brésilien a de nouveau chuté face au dollar. Plus de détails sur ce fonds, qui permettrait de rétablir la confiance et de soutenir les monnaies des BRICS, devraient être donnés lors du sommet BRICS qui se tiendra cette année au Brésil.

#### **Les BRICS, témoins d'un nouveau paradigme des relations internationales ?**

##### *Une intégration modérée*

Le projet et le groupe BRICS, malgré ses contradictions doit être pris comme un élément de

structuration majeur des relations internationales. Contrairement aux tendances de regroupement régional, ce que les BRICS ne sont justement pas, l'abandon de souveraineté n'est pas d'actualité. Ses membres partagent au contraire une conception souverainiste des relations internationales et voient dans leur alliance un moyen de la renforcer leurs autorité et rayonnements individuels. Cette posture nouvelle, mais qui n'est pas sans rappeler celle de grandes puissances comme les Etats-Unis, constitue ainsi l'originalité des BRICS et une clé de compréhension de leur place dans le système international.

##### *Une mise à niveau militaire*

Chacun des membres du BRIC développe depuis une vingtaine d'année de façon importante ses capacités militaires. Tous, à l'exception du Brésil, possèdent l'arme nucléaire et les BRICS occupent une place importante au niveau mondial en ce qu'ils possèdent les contingents les plus importants au monde. Et pour cause, ils se sont lancés, notamment depuis le début des années 2000, dans un processus de modernisation de leur outil militaire. Cela passe par des formations plus poussées et des salaires revalorisés, mais aussi et surtout par le développement de véritables filières industrielles consacrées au secteur de l'armement. La Chine, en 2013, avait ainsi dépassé la France et le Royaume-Uni dans le classement des nations exportatrices de matériel militaire. Tous ont donc lancé des programmes d'investissements qui s'appuient notamment sur des transferts de technologies dans le cadre de contrats avec des puissances occidentales (négociations brésiliennes avec la France concernant le Rafale, des sous-marins ou encore des missiles) mais aussi entre BRICS. La Russie collabore ainsi étroitement avec l'Inde pour moderniser ses appareils mais aussi pour adapter et mieux exploiter, à travers des sous-marins notamment, l'outil nucléaire. Missiles, sous-marins, aviation voire porte-avions sont autant d'outils en cours de développement qui permettront à ces pays de dépasser une simple protection du territoire national (répressions des indépendantistes ouïghours ou tibétains en Chine, forte criminalité au Brésil) afin de se projeter de plus en plus vers l'extérieur.

Outre le changement de statut que permet le développement d'importantes capacités militaires, ces efforts sont aussi à considérer dans le cadre de contextes régionaux qui pour chacun des BRICS est assez instable. La Chine évolue par exemple dans un contexte de tensions avec les pays voisins (Japon, Corée du Sud, Philippines) en mers de Chine méridionale et orientale. De même, la question de la sécurisation de l'acheminement de

matières premières en provenance du Golfe, d'Asie centrale ou d'Australie, le conflit avec le Pakistan autour du Cachemire pour l'Inde, l'instabilité dans la zone caucasienne au Sud-Ouest de la Russie, le contrôle de l'Amazonie et la protection des ressources pétrolifères offshore pour le Brésil, constituent autant d'éléments expliquant cette mise à niveau.

Ces ambitions régionales donnent aussi lieu à des concurrences entre BRIC, notamment sur le continent asiatique où se côtoient Russie, Inde et Chine. Il faut ainsi voir dans le sursaut militaire russe une réaction au volontarisme et à l'expansion chinoise dans ce domaine, de même que l'Inde cherche à contrebalancer son voisin chinois avec qui elle entretient des relations tendues voire conflictuelles depuis la guerre de 1962 (litige territorial à propos des régions de l'Aksai Chin et de l'Arunachal Pradesh). Dans ce cadre, ces puissances sont concurrentes.

Dans le même temps, les BRICS ne manquent pas de renforcer leur implication au sein des institutions onusiennes : l'Inde était en janvier 2014 le troisième contributeur mondial de troupes onusiennes, la Chine est le 6<sup>ème</sup> contributeur (5,14%) au budget de l'institution, devant l'Italie ou le Canada, tandis que le Brésil est fortement impliqué depuis 2004 au sein de la mission MINUSTAH en Haïti.

L'on retrouve donc encore une fois cette approche équilibrée des relations internationales, qui cherche à renforcer la souveraineté et le rayonnement de son pays tout en acquérant une légitimité et un poids grandissants au sein des institutions internationales.

*Les BRICS, plutôt que perturbateurs, témoins d'une nouvelle ère des relations internationales*

D'un point de vue institutionnel, il est ainsi révélateur de souligner que le groupe des BRICS n'est pas exclusif, en ce sens que chacun de ses membres appartient au moins à un autre type d'association. Le Brésil fait ainsi parti du MERCOSUR et de l'UNASUR tout en tissant des liens à partir du terreau lusophone via la CPLP. L'Afrique du Sud est membre de l'Union Africaine et de la Communauté de développement d'Afrique australe depuis 1994. La Russie fait partie du G8, de l'OSCE et s'illustre régulièrement par sa volonté affichée de créer une union douanière recoupant certaines frontières de l'URSS. La Chine fait partie de l'ASEAN+3 et multiplie les partenariats bilatéraux avec des pays fournisseurs de matière première (Australie pour son charbon, Corée du Sud dans le cadre de la téléphonie mobile et du développement de la 5G). L'Inde fait quant à elle

partie de l'ASACR (Association Sud-Asiatique pour la coopération régionale), regroupant en plus d'elle-même le Bangladesh, le Bhoutan, le Pakistan, l'Afghanistan, le Népal, les Maldives et le Sri Lanka. Un accord de libre-échange (SAFTA) a été signé dans ce cadre en 2004 avec pour objectif la suppression des taxes et barrières douanières d'ici à 2016. Cela n'est pas contradictoire, l'ensemble de ces associations étant fondées sur la proximité et la complémentarité. Les pays développés sont eux même membres d'organisations diverses. Les pays des BRICS ont néanmoins une position spécifique au sein de ces associations puisqu'apparaissant comme des puissances régionales grâce à leur statut de membre du groupe BRICS. Cette appartenance renforce ainsi leur hégémonie régionale.

Plus encore, les BRICS, pris comme un tout aussi bien qu'individuellement, suscitent des alliances en réaction à leurs volontés affichées d'hégémonie. Ainsi du groupe M3 récemment formé. Ce nouvel acronyme, créé par la société de gestion Silk Road Management, désigne le Mozambique, le Myanmar (Birmanie) et la Mongolie, trois pays amenés à connaître les plus fortes croissances économiques dans la décennie à venir. Au-delà de ce point commun, leur objectif affiché - et déjà effectif - est de créer une coopération économique et diplomatique sur le modèle du G20, afin de contrer l'influence croissante d'un ou plusieurs membres des BRICS sur leur territoire. La Mongolie veut ainsi se défaire des influences russes et chinoises, le Myanmar de celle de la Chine, tandis que le Mozambique se méfie des appétits brésiliens et sud-africains. Ainsi se dessine autour des BRICS une « cascade étagée » où chaque nouveau niveau, en se définissant et en se développant, entraîne à sa suite l'association, à un étage inférieur, d'un nouvel ensemble de pays.

Néanmoins, cette vision et cette attente de constitution d'un bloc politique fondé sur des principes politiques communs n'est-il pas une vision justement européen-centrée ? En refusant de fait une intégration politique trop importante dans le respect de leur souveraineté, les BRICS s'exposent certes à de nombreuses critiques vis-à-vis de leur manque de cohérence, mais ils tentent d'user de leur poids économique ou de leur puissance structurelle passée ou à venir (Russie et Inde au CSNU ; Brésil puissance régionale) afin de redéfinir le concept même de puissance et de peser différemment dans les relations internationales. A cet égard, les BRICS ne constituent pas une nouveauté. La création d'alliance interétatique idéologique ou contestataire est ancienne, et s'est notamment accélérée avec le mouvement de décolonisation initié dans les années 1950. D'autres structures plus restreintes, comme

l'IBAS lancée en 2003, semblent néanmoins plus cohérentes que les BRICS. Réunissant Inde, Brésil et Afrique du Sud, ce groupement d'Etat démocratique et non occidental n'est pas au service d'une puissance dominante. Il s'agit en effet de renforcer le statut régional de chacun de ses membres dans une logique coopérative. A la différence de structures fondées sur le voisinage tels que l'Union européenne ou le Mercosur, l'IBAS a pour avantage d'éviter les logiques de concurrence interne tout en se reposant sur des pays devant faire face à des problèmes plus ou moins similaires dans leur développement économique et social, sans qu'une solidarité de type communautaire ne les empêche d'avancer. Ce multilatéralisme souple est ainsi un forum d'échange et permet une efficacité diplomatico-économique accrue, qualifiée de « minilatéralisme », c'est-à-dire une fondée sur un nombre restreint de membres. Ce « G3 » illustre bien d'une part le caractère spécifique et opportuniste des BRICS, acronyme extérieur adopté puis institutionnalisé par les membres, et d'autre part sa faiblesse pratique. Déjà, d'autres groupes comme les « *Next Eleven* » (Bangladesh, Corée du Sud, Egypte, Indonésie, Iran, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie et Vietnam), né aussi sous la plume de J. O'Neill ou encore le *MANGANESE* défini par le banquier malien Cheikhna Bounajim Cissé (Maroc, Angola, Nigeria, Ghana, Algérie, Namibie, Egypte, Afrique du Sud et Ethiopie) voient le jour. Dans le même sens, le dernier rapport de la Coface désigne les « PPICS » (Pérou, Philippines, Indonésie, Colombie et Sri Lanka) comme nouveau groupe à suivre et dont la croissance serait aussi importante que les BRICS. S'il n'est pas dit que ces groupes empruntent le chemin ouvert par les BRICS, il y a fort à parier qu'ils ne manqueront pas de tirer parti de cette désignation faisant office de promotion au sein du système international.

## Conclusion

L'ensemble BRICS, à l'instar des G8/G20, est incontestablement une organisation à part en ce qu'elle dépasse un type d'association simplement fondé sur une proximité géographique. Un tel constat conduit néanmoins à relativiser l'homogénéité que certains veulent parfois attribuer

aux pays BRICS. Ou plutôt conduit-il à les considérer dans le cadre plus large d'un système international régi par une mondialisation où les États conservent une place plus importante qu'il n'y paraît. Dans son éditorial du Monde daté du 21 juillet 2011, Erik Izraelewicz, en pleine crises grecque et européenne, appelait Angela Merkel et Nicolas Sarkozy à être à la hauteur du défi, car l'Union Européenne était pour la France, l'Allemagne, et l'ensemble de ses pays membres, la seule solution pour s'insérer à « une mondialisation qui n'est pas uniformisation, mais régionalisation ». Système hybride à la croisée du village global annoncé et de l'héritage westphalien, le concept de mondialisation perçue comme régionalisation semble bien correspondre à la réalité que recouvre l'ensemble BRICS. Moins exigeante et exclusive que le modèle stato-national, mais plus poussée que de simples rapports bilatéraux, la régionalisation renvoie à des alliances conjoncturelles entre pays aux intérêts communs, regroupés pour un temps indéterminé afin de mieux contrebalancer, à l'échelle mondiale, un autre groupe aux visées concurrentes. Se dessine alors un système international souple et dynamique, plus fluide et plus mouvant, au sein duquel se multiplient - pour un même pays - les alliances et regroupements, dictés et organisés selon une logique sectorielle ou géographique en fonction des objectifs et atouts de chacun.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'association et le renforcement des BRICS. Cette institution sert chacun de ses membres dans son développement et dans son insertion au sein des échanges mondiaux. Pour puissants et imposants qu'ils soient individuellement, cette alliance leur permet, dans la logique des non-alignés pendant la Guerre Froide, de signifier aux pays développés, essentialisés à travers le G8, le rééquilibrage qu'ils souhaitent, et qu'ils amorcent, de la scène mondiale. Une alliance qui ne les empêche par ailleurs pas de cultiver nombre de désaccords et rivalités, ni de décliner selon des logiques diverses et variés (linguistiques, géographiques, économiques) d'autres accords, associations ou regroupements. Les BRICS, loin d'être un écran de fumée constituant de ce point de vue une forme de réponse à la mondialisation, nourrie de ses possibilités autant que de ses contraintes.

## Bibliographie

- Badie B., *La fin des territoires*, L'espace du politique, 1995.  
Chen Q., *Répartition géographique des IDE en Chine : déterminants et évolution*, Thèse de doctorat, 2004  
Degans A., *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ellipses, 2011.  
Foucher M., *La Bataille des cartes*, 2010 rééd. 2013.  
Laïdi Z., *Les BRICS : un cartel d'ambitions souverainistes*, 2011  
Rigaud P., *Les BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine, puissances émergentes*, Bréal, 2010.

## Autres sources

- <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/03/DANGLIN/20200>  
[http://m.lesechos.fr/redirect\\_article.php?id=0203271774024](http://m.lesechos.fr/redirect_article.php?id=0203271774024)  
<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2013-09-02-bric>  
[http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/20/halte-au-brics-bashing\\_4370009\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/02/20/halte-au-brics-bashing_4370009_3234.html)  
[http://www.monde-diplomatique.fr/2011/03/A\\_SOULE\\_KOHNDOU/20202](http://www.monde-diplomatique.fr/2011/03/A_SOULE_KOHNDOU/20202)  
[http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/03/27/le-bric-a-brac-des-brics\\_3148597\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/03/27/le-bric-a-brac-des-brics_3148597_3232.html)  
<http://www.lesafriques.com/actualite/oubliez-les-brics-voici-le-manganese.html?Itemid=89>  
<http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20120622trib000705367/apres-les-brics-voici-les-next-eleven.html>

**Et tous les articles de notre site internet traitant du thème des BRICS et pays émergents, accessibles via l'adresse web :** <http://les-yeux-du-monde.fr/?s=BRICS&cat=0>

## A propos des auteurs...

**Benjamin MUSSET** est étudiant en géographie à l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV) et rédacteur pour les Yeux du Monde depuis janvier 2014.

**Jessica SOME** est diplômée en Géopolitique de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et de l'Ecole Normale Supérieure, elle effectue actuellement un Master en Administration Publique. Elle est rédactrice pour les Yeux du Monde depuis août 2013